

## Des coupures en éducation

Partout dans la province, on entend et on voit que la grogne populaire prend de l'ampleur. L'État met en place des mesures d'austérité visant à saccager les services publics et tendre vers une privatisation qui ne profitera qu'aux riches.

**Nous sommes tous et toutes attaqué-e-s par ces mesures**, c'est pourquoi nous nous mettrons ensemble pour combattre ce qu'il-elles appellent la rigueur budgétaire et pour défendre nos propres intérêts.

Bien que les attaques au système de santé, par exemple, nous vise aussi, celles effectuées en éducation touchent directement le secteur de la société que nous composons. Voici un bref portrait de ce qui nous attend si nous abdiquons face aux projets austères du gouvernement:

### SYSTÈME D'ÉDUCATION EN DANGER

L'austérité budgétaire guide les politiques du gouvernement dans l'ensemble des secteurs. Dans cette entreprise de saccage des services publics, l'éducation supérieure n'est pas épargnée.

Dans les cégeps et universités, la qualité et l'accessibilité de l'éducation sont mises en péril par l'intransigeance budgétaire du programme d'austérité.

### RÉSEAU COLLÉGIAL EN PÉRIL

Le réseau des cégeps a essuyé des **coups de 41 millions de dollars au cours des derniers mois**. Les effets de ces compressions commencent déjà à se faire sentir dans les cégeps, qui sabrent dans les services aux étudiant-e-s afin d'équilibrer leurs budgets. On peut voir notamment des coupures dans les services d'infirmerie et de psychologie, les bibliothèques, le soutien à l'aide financière aux études, les aides pédagogiques individuelles (API), etc.

Pour pallier aux coupures, certains cégeps alourdissent même la charge financière des étudiant-e-s par une augmentation des frais

afférents, comme on a pu le voir à la session d'hiver 2014 ici même au CVM.

**Ainsi, l'austérité remet progressivement en question le principe de gratuité scolaire qui est encore censé guider ces institutions.**

**Plus globalement, les mesures d'austérité menacent l'un des principes fondateurs du réseau collégial : la démocratisation régionale de l'éducation.**

En effet, les cégeps hors-Montréal sont les premiers touchés par ce saccage. Déjà soumis à un budget de fonctionnement plus serré que les cégeps métropolitains, c'est leur existence même qui est menacée par les coupures répétées du gouvernement. Les sorties d'administrations locales de cégeps contre l'austérité, comme à Matane ou Rimouski, sont emblématiques de la menace qui plane sur ces institutions. Ce n'est pas seulement la communauté collégiale qui serait touchée par une fermeture, mais l'ensemble de la région, le cégep fournissant souvent la plus grande bibliothèque, le plus grand centre sportif et la plus grande salle de spectacle de la ville.

**Parallèlement au régime d'austérité, le gouvernement compte revoir le Régime d'étude collégial, à la suite de la parution du rapport Demers sur l'offre de formation collégiale.**

Celui-ci préconise de remplacer les cours de formation générale (français, anglais, éducation physique et philosophie) par des cours complémentaires pour le secteur technique. Avec ce rapport, ce sont les principes mêmes du cégep, qui vise à offrir une éducation générale autant aux programmes techniques que pré-universitaires, qui est remise en question.

### MARCHANDISATION DE L'UNIVERSITÉ

Le réseau universitaire n'est pas en reste dans cette entreprise de démantèlement des services publics. Les administrations universitaires jonglent actuellement avec des coupures de 172 millions de dollars, qu'elles refilent progressivement à la communauté universitaire.

Ces compressions sont guidées par une logique marchande affirmant que seul le savoir rentable est pertinent. Selon les universités, la mise en place de l'austérité se décline par plusieurs mesures : diminution de l'offre de cours, augmentation du nombre d'étudiant-e-s par classe (moyenne-cible), fusion de départements, abolition de facultés, disparition des contrats de correction, augmentation de la charge d'enseignement des professeur-e-s, diminution des heures d'ouverture des bibliothèques...

Encore une fois, ce sont les étudiant-e-s ainsi que les travailleuses et travailleurs qui font les frais des mesures de compression. D'une part, la charge et les conditions de travail des employé-e-s universitaires (professeur-e-s, chargé-e-s de cours et employé-e-s) seront attaquées de front lors des négociations collectives à venir. D'autre part, malgré les « bavassages » du gouvernement, c'est la qualité de l'éducation qui est massacrée par ces mesures. On ne nous fera pas croire que diminuer l'offre de cours, bonder des classes et diminuer les services ne nous touchera pas.

Les administrations universitaires cherchent par tous les moyens à appliquer les coupures du gouvernement et commencent à parler d'augmenter les frais afférents des étudiant-e-s. À l'UQAR et à l'Université de Sherbrooke, le recteur et la rectrice ont déjà annoncé leur volonté de faire payer aux étudiant-e-s les frais de l'austérité.

## **GRÈVE GÉNÉRALE CONTRE L'AUSTÉRITÉ**

La logique de démantèlement des services publics qui anime le programme d'austérité du gouvernement est claire dans les cégeps et universités. C'est actuellement la même recette

qui touche l'ensemble des secteurs touchés par l'austérité - CPE, santé, culture...

Malgré les différences structurelles de ces différents secteurs, l'attaque à laquelle nous faisons face est la même. Notre réponse se doit d'être à la hauteur de leurs projets par un front commun de l'ensemble des secteurs contre l'austérité qui nous appauvrit.

Plusieurs questionnent souvent l'impact que peut avoir une grève, se demandant quels résultats on peut en tirer, et pensant qu'elles sont vaines en arguant, par exemple, qu'il y a tout de même eu une hausse des frais de scolarité après la grève de 2012. Or, affirmer une telle chose, c'est premièrement occulté les nombreux gains acquis grâce à des grèves, mais aussi toutes les connaissances qu'une grève peut apporter chez un-e individu-e, ce qu'on appelle l'école de la rue.

Historiquement, la grève a été le meilleur moyen, pour les travailleurs et travailleuses, d'obtenir des améliorations de leurs conditions de vie. On peut penser aux luttes pour la journée de huit heures de travail, pour la hausse de leurs salaires, pour l'amélioration de leurs conditions de travail, pour la reconnaissance de leurs syndicats.

Ces gains n'ont pas été donnés par les classes dirigeantes dans un élan de générosité, elles ont été contraintes d'allouer des concessions dont l'héritage perdure encore aujourd'hui.

Si on s'en tient au cas spécifique du Québec, on observe que les différentes grèves (d'étudiant-e-s et/ou de travailleurs et travailleuses) ont engendré entre autres choses :

- la laïcisation et la gratuité d'une grande partie du système d'éducation,
- la création du réseau des Universités du Québec,
- la nationalisation des hôpitaux,
- la création de l'assurance-maladie,
- l'établissement du français comme langue de travail,
- diverses lois du travail,
- la création de la CSST

- et bien d'autres choses encore.

**Ce printemps, le projet de lutte qui est mis de l'avant est conjoint. Nous ne serons pas que des étudiant-e-s en grève: nos profs, des employé-e-s du secteur de la santé se joindront à nous, comme plusieurs autres employé-e-s de la fonction publique et parapublique.**

D'un point de vue plus individuel, faire grève, c'est aussi un moment où on réapproprie nos vies. Un moment où on arrête de suivre l'impératif école/emploi-étudiant/vie-sociale/devoirs/dodo/et-on-recommence. La grève, c'est un champ des possibles qui s'ouvre devant nous. Un espace-temps où on se met à construire nos vies telles qu'on veut les voir. La grève de 2012 en a fait foi, en temps de grève, notre créativité et notre vivacité sont décuplées. Que ce soit par des initiatives musicales, sérigraphiques, photographiques, associatives, politiques, amicales, littéraires, etc. des dizaines

de milliers de personnes se sont redécouvertes et redéfinies durant cet espace où l'on pouvait enfin suivre nos propres impératifs.

**Le projet de grève sociale, c'est donc de se battre contre l'austérité et le saccage environnemental, mais c'est aussi de se réapproprier nos vies et de construire et entretenir une culture de lutte qui montrera aux classes dirigeantes qu'on aspire à mieux, et qu'on va se battre pour cela.**

Pour plus d'informations ou pour s'impliquer, on vous invite à consulter les ressources suivantes et de passer nous voir au local de l'asso (a3.85):

[grevesociale.info](http://grevesociale.info) ou [printemps2015.org](http://printemps2015.org) (aussi sur facebook)

Solidairement,

Le comité de mobilisation de l'AGECVM

Courriel envoyé le 16 février 2015